

## Communiqué de presse

Sujet	Les Vert'libéraux doutent de l'utilité d'une CEP
Contact	Martin Bäumle, 079 358 14 85 Thomas Weibel, 078 602 13 57
Expéditeur	Parti vert'libéral suisse, Case postale 367, 3000 Berne 7 Tél +41 31 322 60 57 <a href="mailto:schweiz@grunliberale.ch">schweiz@grunliberale.ch</a> , <a href="http://www.grunliberale.ch">www.grunliberale.ch</a>
Date	31 mai 2010

### Les Vert'libéraux doutent de l'utilité d'une CEP

Les Vert'libéraux attachent de l'importance à une clarification transparente et indépendante des processus utilisés pour combattre la crise financière ainsi qu'à la livraison par l'administration fédérale de données sur les clients de l'UBS aux Etats-Unis. Le rapport de la Commission de gestion (CdG), avec ses conclusions et ses recommandations, correspond à ces exigences – autant que cela est possible dans un processus parlementaire. Les Vert'libéraux ne voient pas beaucoup d'intérêt à la mise en place d'une CEP et craignent qu'une telle commission représente surtout une perte de temps et d'argent. Néanmoins, les Vert'libéraux ne s'opposent pas à la mise en place d'une CEP s'il apparaît que certaines questions restent ouvertes suite à l'enquête menée par la CdG.

Le rapport de la CdG a méticuleusement analysé les événements, les a évalués et en a tiré les conclusions nécessaires. Le rapport ne laisse guère plus de questions ouvertes. La CdG n'a laissé aucune zone d'ombre sur laquelle elle ne se soit pas prononcée ou sur laquelle une enquête plus approfondie serait nécessaire. Les clarifications se sont faites dans le cadre des compétences de surveillance, conformément à la loi. Le travail réalisé et l'engagement des différentes parties méritent notre reconnaissance et notre respect.

Le rapport met clairement le doigt sur un certain nombre de problèmes sur la manière dont la crise a été gérée par l'administration et sur la livraison de données de clients de l'UBS aux Etats-Unis. Ces problèmes trouvent leurs origines dans la faiblesse du leadership, le manque d'échanges d'informations et l'organisation inadéquate des projets.

Là où il est nécessaire d'agir, des propositions ont été formulées et ont été transmises au travers de motions, de postulats et de recommandations.

Les Vert'libéraux soutiennent en particulier l'exigence d'une meilleure coordination entre les départements en cas de problèmes de cette ampleur. Il n'est pas tolérable que chacun s'occupe de son pré carré quand il en va des intérêts du pays. Ceci signifie notamment que les deux systèmes concurrents que sont la collégialité et la départementalisation doivent parfois être rééquilibrés et qu'il est nécessaire de travailler de manière interdépartementale. La responsabilité de cette collaboration incombe non seulement au collège qu'est le Conseil fédéral, mais également aux chefs de départements individuellement.

Une CEP pourra, au mieux, apporter quelques éclaircissements sur des détails. De plus, une CEP est limitée au même domaine de compétences que la CdG. On ne pourrait donc pas en attendre de révélation sur ce que la direction de l'UBS savait au sujet de ce qui se passait aux Etats-Unis. Cela doit être clarifié à l'interne de l'UBS. Et c'est précisément ce que la CdG demande à l'UBS. Les Vert'libéraux attendent de l'UBS qu'elle crée la transparence demandée par la CdG au sujet de ses activités dans le cadre du marché des Subprime et des affaires transfrontalières avec des clients des Etats-Unis.

Si l'on met en place une CEP, il faut lui poser des questions et lui confier un mandat clairs. Jusqu'ici, les défenseurs de cette CEP n'ont pas encore donné d'informations à ce sujet. Les Vert'libéraux n'attendent cependant pas grand-chose d'une CEP. Ils craignent plutôt que le vieil adage populaire « Ausser Spesen nichts gewesen »<sup>1</sup> ne se vérifie une fois de plus. Les Vert'libéraux souhaitent néanmoins autant de transparence et de clarifications que possible et ne veulent pas se voir reprocher de vouloir laisser des faits dans l'ombre. Conséquemment, ils ne s'opposent pas à la création d'une CEP s'il apparaît que certaines questions restent ouvertes suite à l'enquête menée par la CdG.

<sup>1</sup> À part des dépenses, il n'y a rien eu.